



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2917
28 juin 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyte)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Quel que soit le gouvernement, la lutte de classe est la seule voie !



Nouvelle-Calédonie

**À bas la répression
coloniale !**

Page 16

Algérie

**Manifestations
pour l'eau**

Page 11

**Meeting
de Lutte ouvrière**

**Extraits des
interventions**

Pages 4, 5 et 6

**Élections
législatives**

- Macron et les « extrêmes » : l'apprenti sorcier et la crise politique 3
- Chiffrages des programmes : prendre l'argent là où il est ! 3
- Hausse des salaires : il faudra l'imposer 3
- Meeting de Lutte ouvrière à Paris le 22 juin 4, 5 et 6
- Jean-Pierre Mercier : « La gauche rejoue 2002 » 4
- Nathalie Arthaud : « défendre une politique de classe » 5-6
- Programme du RN : au service des riches et du patronat 7
- Désobéir ou s'organiser ? 7
- Le ridicule ne tue pas, mais quand même... 7
- CGT : quelle politique pour les travailleurs ? 8
- Grand oral au Medef : tous prêts à servir le patronat 8
- Viol de Courbevoie : une instrumentalisation répugnante 8

Leur société

- Nouvelle-Calédonie : à bas la répression coloniale ! 16

Dans le monde

- Israël-Hezbollah : vers un nouveau front ? 9
- Netanyahu partisan de la guerre sans fin 9
- Julian Assange : une liberté cher payée 9
- Russie : Kalachnikov à la peine 10
- Kazakhstan : un régime qui craint sa classe ouvrière 10
- Italie : le capitalisme sème la mort 11
- Algérie : manifestations pour l'eau à Tiaret 11
- La Mecque : la loi du fric, partout, toujours 16

Dans les entreprises

- Biogroup - Île-de-France 12
- Laser propreté 12
- ARS - Grand Est 12
- Foyers de résidents Les Mureaux 12
- Dassault - Argenteuil 13
- Imperiales Wheels Châteauroux 13
- Stellantis - Rennes-La Janais 13
- La Poste - Paris 14
- SNCF - Orléans-Les Aubrais 14
- Gare SNCF - Marseille 14
- Hôpital psychiatrique Clermont-Ferrand 15
- Blanchisserie des HCL Saint-Priest 15

Agenda

- Lutte ouvrière à votre rencontre 16

Le 30 juin, votez Lutte ouvrière, le camp des travailleurs !

À quelques jours des élections législatives, un point fait l'unanimité dans le monde ouvrier : Macron, qui a passé son temps à nous mépriser et nous piétiner, doit être rejeté. Mais de quelle façon le chasser ? Là-dessus, le monde du travail se divise.

Il y a ceux qui sont prêts à voter pour le Rassemblement national. Écœurés par tous les partis qui se sont succédé au pouvoir, ils croient que Bardella donnera un coup de pied dans la fourmière. Erreur : plus il se rapproche du pouvoir, plus il s'inscrit dans la continuité de tous les politiciens qui l'ont précédé.

Ne vient-il pas de nouer une alliance avec une partie de la droite, avec Ciotti qui veut encore repousser l'âge de la retraite ? N'est-il pas déjà en train d'expliquer qu'il ne pourra pas tout faire, parce qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses ?

Le coup des caisses vides, c'est le discours mensonger de tous les politiciens pour justifier leurs reculades : ils omettent de dire que les caisses du grand patronat débordent et que toutes les richesses, que nous produisons, sont largement suffisantes pour assurer un minimum de 2000 euros de salaire, une retraite à 60 ans et des créations d'emplois pour améliorer nos conditions de travail.

Même sur le terrain des incivilités et de la délinquance, le RN ne changera rien. Car, pour cela, il faudrait arrêter avec cette politique d'abandon des quartiers populaires et de leur jeunesse. Il faudrait en finir avec la précarité et les inégalités ahurissantes. C'est-à-dire qu'il faudrait s'en prendre à la rapacité de la grande bourgeoisie, à ceux qui nous exploitent, licencient et jettent des millions de travailleurs dans la misère.

Pour compenser ses reniements, Bardella s'attaquera aux travailleurs étrangers ou d'origine étrangère, au nom de la préférence nationale. Mais croire que les économies faites sur le dos des étrangers et des sans-papiers profiteront aux classes populaires est de la naïveté. Ce n'est pas parce qu'un travailleur immigré ne pourra pas toucher telle ou telle aide que les salaires augmenteront.

L'argent pris aux travailleurs étrangers ira une fois de plus dans les coffres-forts de la grande bourgeoisie. Qu'il y ait des ouvriers plus écrasés et persécutés que d'autres n'a jamais fait avancer les intérêts des travailleurs. C'est même l'inverse. Moins les travailleurs étrangers auront de droits,

plus nous reculerons tous parce que ce sera un nouveau moyen de pression pour le patronat. Et ce, d'autant plus que nous serons encore plus divisés que nous ne le sommes aujourd'hui.

À l'opposé, il y a ceux qui craignent, à juste titre, que les racistes et les xénophobes soient renforcés par le RN. Et certains comptent sur le Nouveau Front populaire pour l'empêcher. Mais ce sont les mêmes politiciens de gauche qui nous ont trahis maintes et maintes fois.

Ces dernières semaines, ils nous jouaient le film *Petits meurtres entre amis*, et les voilà unis sur un programme censé nous faire rêver, en nous ramenant Hollande, qui plus est ! Mais même ce programme, dérisoire pour régler les problèmes des travailleurs, finira à la poubelle comme sous Mitterrand, Jospin et Hollande.

Parce que la gauche ne veut pas s'en prendre au grand patronat, il n'y a aucune raison qu'elle fasse autre chose que ce qu'elle a fait pendant quarante ans : nous laisser dans la galère, confrontés aux licenciements et aux attaques patronales. Et c'est cela qui pousse les travailleurs les plus désespérés dans les bras du RN. Alors, ce n'est pas parce qu'ils nous jouent le coup de l'Union de la gauche et du barrage anti-RN qu'il faut leur refaire confiance.

Une chose est certaine : nous ne rejetterons pas des politiciens bourgeois en nous en remettant à d'autres politiciens qui ne veulent pas imaginer d'autre avenir que cette société d'exploitation !

Notre sort ne changera pas tant que nous ne serons pas capables de nous en mêler nous-mêmes. À nous de nous exprimer, d'agir et de mener la lutte pour nos intérêts de travailleurs et ceux de toute la société.

C'est pour cela que Lutte ouvrière présente des ouvriers, des employés, des infirmières, des enseignants, des facteurs, des employés dans presque toutes les circonscriptions du pays. Grâce à nos candidats, les travailleurs qui n'ont plus confiance dans les bonimenteurs professionnels pourront voter pour l'un des leurs, dévoué aux intérêts des exploités. Pour des candidats opposés à la grande bourgeoisie et à son système capitaliste qui nous enfonce dans des crises et des guerres sans fin.

Votez pour des candidats qui sont comme vous, qui vivent les mêmes difficultés que vous et qui ont toujours été fidèles à vos combats !

Nathalie Arthaud



Le 15 juin, à Paris.

Macron et « les extrêmes » : l'apprenti sorcier et la crise politique

Ignorant, ou feignant d'ignorer son impopularité abyssale, Macron intervient chaque jour, en variant les formats mais en tapant sur un seul clou, les « extrêmes », allant lundi 24 juin jusqu'à prédire une guerre civile en cas de victoire du RN ou du Front populaire.

Ceux qui l'ont soutenu et ont été ses ministres n'ont d'autre solution pour tenter de garder leurs sièges que d'emboucher la même trompette, en prétendant

toutefois vouloir désormais se passer de celui qui les a placés dans un tel marécage.

Leur prétendue lutte contre les extrêmes est toutefois très déséquilibrée. Bien loin de reprocher à l'extrême droite son délire xénophobe, Macron le reprend à son compte, qualifiant le programme du Front Populaire « d'immigrationniste », mot inventé par Le Pen père et jusque-là utilisé uniquement par son camp. Au RN, il reproche tout au plus son programme économique, c'est-à-dire sa misérable, microscopique et mensongère démagogie sur les retraites et le pouvoir d'achat. Autant dire que, une fois de plus, il lui pave le chemin.

Symétriquement, Macron reprend contre la gauche les mensonges de caniveau utilisés par Bardella, Ciotti et autres. Les malheureux et paisibles candidats de la gauche de gouvernement, dont Hollande lui-même, blanchi sous le harnais de toutes les trahisons, seraient complices des terroristes et des antisémites,

islamo-gauchistes par l'intermédiaire de Mélenchon, le démon incarné. Et d'agiter le spectre de la faillite économique si jamais le programme du Front populaire s'appliquait. C'est faire bien de l'honneur à cette gauche respectable et respectueuse qui ne parle jamais, même en rêve, de s'en prendre aux capitalistes, et encore moins au capitalisme.

Ainsi, vomie par l'électorat populaire et désormais rejeté par nombre de ceux qui l'avaient soutenu, Macron continue à pérorer, répétant à qui est bien forcé de l'entendre : « Moi ou le chaos ». Les courtisans, aujourd'hui les cocus de Macron abandonnés en rase campagne, affirmaient que ce jeune président allait marquer l'histoire. C'est presque fait. Macron est aujourd'hui la personification de la crise politique, cette situation dans laquelle la classe dominante ne trouve pas de solution satisfaisante et paisible pour assurer sa domination politique.

Paul Galois



Chiffrages des programmes : prendre l'argent là où il est

Les derniers jours de la campagne électorale ont été marqués par la polémique sur le chiffrage des programmes électoraux des uns et des autres, une polémique qui pourrait se résumer à la question : « Est-ce qu'on a l'argent pour toutes les mesures proposées ? »

Le camp macroniste accuse le RN de vouloir dépenser « au moins 100 milliards », quand le Nouveau Front populaire a chiffré ses mesures à 125 milliards pour les deux prochaines années. Attal a quant à lui déclaré : « Les mesures que nous proposons, elles sont financées. S'il y en a qui sont crédibles et qui assument les efforts qui sont demandés pour financer le programme, c'est nous ! On est les seuls ! »

En réalité, toute cette discussion est largement biaisée, car tous affirment qu'ils respecteront la propriété des grands groupes capitalistes, les fortunes de leurs actionnaires et tous les coffres-forts de la bourgeoisie.

Parmi les mesures proposées par la gauche, il y a bien une plus grande imposition des grandes fortunes. Même le RN y va de sa taxe sur les armateurs comme CMA-CGM. Mais

tout cela ne représente qu'une égratignure pour les profits de la grande bourgeoisie. Protégés par le secret des affaires, libres de déplacer leurs capitaux sans avoir à rendre de comptes, les grandes entreprises peuvent pratiquer l'optimisation fiscale en toute légalité, c'est-à-dire échapper aux impôts. La taxe sur les super-profits des énergéticiens avait été annoncée à grand bruit par le gouvernement en 2023, devant les profits insolents de ceux qui profitaient de la flambée des prix liée à

la guerre en Ukraine. Finalement, il n'en était sorti que quelques millions, tellement les critères étaient restrictifs.

L'argent pour améliorer réellement la vie des travailleurs existe bel et bien dans les poches du patronat. Les actionnaires de Stellantis empochent 18 millions chaque jour, et peuvent se payer un PDG à 100 000 euros la journée.

Mais cet argent, pour aller le prendre et l'utiliser pour satisfaire les besoins de la majorité de la population, il faudra la mobilisation des travailleurs, avec l'objectif d'imposer leur contrôle sur les comptes et le fonctionnement des entreprises.

Camille Paglieri



Hausse des salaires : il faudra l'imposer !

Tous les travailleurs le constatent : il n'est plus possible de s'en sortir avec son salaire. Si l'inflation est moins forte qu'il y a quelques mois, les prix, loin de revenir à ce qu'ils étaient il y a trois ans, continuent à augmenter.

Ainsi le gaz devrait monter encore de 11 % en juillet et l'essence continue de grever les budgets, en particulier dans les régions.

Face à cette situation, l'augmentation des salaires est une nécessité vitale pour le monde du travail. Mais, contrairement à ce que laissent croire les faiseurs de promesses, ce n'est pas le gouvernement qui les fixe – hors fonction publique bien sûr – mais le patronat. Certes, l'État fixe le montant du salaire minimum, aujourd'hui de moins de 1 400 euros par mois. Mais 1,7 million de travailleurs gagnent moins que ce minimum, apprentis ou alternants, prisonniers, porteurs de

handicap ou salariés à temps partiel.

Les patrons tiennent d'autant plus à imposer ces bas salaires que l'État les exonère de la quasi-totalité des cotisations. Les travailleurs devront arracher des salaires qui permettent de vivre et de se loger.

De plus, ils devront exiger que, à toute hausse des prix qu'ils constateront, réponde une hausse immédiate des salaires et des pensions. Car les salaires ne dépendent pas de la bonne santé économique, de la note du pays ou de promesses électorales, mais du rapport de force entre exploités et exploitateurs.

C. P.



PHOTOS LO

Meeting samedi 22 juin à Paris

Au théâtre de la Mutualité, devant plus d'un millier de personnes, nos camarades Jean-Pierre Mercier et Nathalie Arthaud ont défendu avec force les raisons de présenter des candidats Lutte ouvrière. Ils ont aussi affirmé la nécessité de construire le parti révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin et fait appel à tous ceux qui veulent participer à ce combat.

Dans un premier temps, des camarades candidats se sont présentés. Agathe Martin, licenciée de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois, qui se souvenait des lamentables mensonges de

Hollande à l'époque. Ou Ali Kaya, candidat dans les Yvelines face à l'ancien ministre de la Santé de Macron, Aurélien Rousseau, devenu aujourd'hui candidat du Nouveau Front

populaire.

Aurélie Jochaud, infirmière à l'hôpital, qui a vu passer 17 ministres de la Santé dont aucun n'a amélioré les conditions de travail des soignants.

tour de l'élection présidentielle de 2002, à la place du candidat de gauche. Rappelons-nous la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde et le licenciement de ses 3100 ouvriers, et l'aveu lamentable de Jospin justifiant de laisser faire en déclarant : « *L'État ne peut pas tout.* » Rappelons-nous la privatisation de France Télécom et d'Air France – sous la direction du ministre des transports PCF Jean-Claude Gaysot. (...)

Et puis, plus près de nous, il y a Hollande et Valls. Hollande, qui s'était fait élire en déclarant « *Mon ennemi, c'est la finance* », et dont le gouvernement fut le paillason du Medef pendant cinq années, entamant avec la loi El-Khomri la destruction du Code du travail, et plaçant au ministère de l'Économie un jeune financier aux dents longues sorti de la Banque Rothschild, un certain Emmanuel Macron, qui allait finir par lui marcher dessus pour prendre sa place. (...)

Aujourd'hui, la gauche nous rejoue 2002. Elle nous dit, comme la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, l'a fait cette semaine, qu'il est « *minuit moins une* ». Elle parle de l'arrivée du fascisme au pouvoir, elle surjoue la dramatisation, dans le seul et unique but de faire voter pour la gauche, sans réfléchir au fait qu'elle n'a jamais été capable de contrer la montée de l'extrême droite, bien au contraire.

Les responsabilités de la gauche

Eh bien, les travailleurs ne doivent pas céder à cette panique que veut provoquer la gauche, et doivent au contraire bien réfléchir à qui est cette gauche qui prétend être un rempart contre l'extrême droite.

Ils doivent se souvenir que dès l'instant où le Front national a commencé à percer électoralement, aux élections municipales de 1983 pour être précis, la gauche, au lieu de combattre les idées du RN, a fait le choix politique conscient de reprendre une partie de ses idées à son compte.

Oh, le PCF n'avait pas attendu ce moment : c'est dès l'année 1981 qu'il avait commencé à diffuser une propagande sordide, par la voix de Georges Marchais, qui martelait, et je le cite mot pour mot : « *La cote d'alerte est atteinte. Il faut stopper l'immigration clandestine et officielle* » !

En 1991 encore, un tract du PCF disait : « *L'immigration est-elle devenue aujourd'hui un vrai problème ? Notre réponse est OUI. (...)* Le respect de la tranquillité des gens, des traditions et du mode de vie français – puisque nous sommes en France –, des droits et devoirs de la vie en commun est une exigence qui s'impose à tous et qui ne souffre aucune exception. »

Quant aux socialistes, c'est après avoir instauré la « rigueur » et bloqué les salaires en 1982 qu'ils ont commencé à apporter leur contribution à la



Jean-Pierre Mercier : « La gauche rejoue 2002 »

politicien! (...)

Les promoteurs du Nouveau Front populaire ne cessent d'utiliser l'expression « *changer la vie* ». « *Changer la vie* », c'était le slogan de Mitterrand, pendant sa campagne de 1981. Les plus anciens d'entre nous s'en souviennent : le 10 mai 1981, jour de l'élection de Mitterrand, avait été une fête pour des millions de travailleurs, qui avaient sablé le champagne et étaient descendus danser dans les bals populaires pour célébrer « la victoire », tant le PS et le PCF avaient réussi à les convaincre que, enfin, tout allait changer.

Un an plus tard, le ton n'était plus à la fête. Ce fut le tournant de la rigueur, le blocage des salaires. Ce fut le gouvernement aidant le patronat à fermer les aciéries, la sidérurgie et licencier les ouvriers de l'automobile par milliers.

Ce fut l'explosion du

chômage et de la pauvreté, au point que l'une des grandes conséquences du premier septennat de Mitterrand a été la création des Restos du cœur, pour tenter de donner à manger aux millions de « nouveaux pauvres », comme on les appela alors. Car, en 1982, ce sont bien les socialistes et le PCF qui ont réformé l'indemnisation du chômage, mettant fin à l'indemnisation sans limite de durée et créant la notion de « chômeurs en fin de droits », à qui ils accorderont royalement, quelques années plus tard, une misérable allocation de survie baptisée RMI. (...)

En 1997, le gouvernement Jospin, nommé Gauche plurielle et où Mélenchon, je le rappelle, était ministre, a tellement contribué à dégoûter les travailleurs que son mandat s'est terminé pour la première fois par la présence de Le Pen au second

montée de la xénophobie. Et ce n'étaient pas des petites phrases stupides : c'était bien une politique, destinée à détourner la déception des travailleurs.

À propos de la série de grèves sur les salaires dans l'automobile des ouvriers majoritairement maghrébins, des années 1982-1983, le Premier ministre

socialiste Pierre Mauroy déclarait : « *Les principales difficultés qui demeurent sont posées par des travailleurs immigrés (...) qui sont agités par des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises.* » Le ministre socialiste de l'Intérieur, Gaston Deferre, lui

emboîtait le pas en parlant de grève téléguidée « par les ayatollahs » (...)

Édith Cresson, Première ministre socialiste, osait plaisanter, en 1991, sur l'utilisation en vogue à l'époque du terme « charters » pour qualifier les avions ramenant de force les immigrés sans papiers dans leur pays : « *Les charters, ce sont des*

gens qui partent en vacances avec des prix inférieurs. Là, ce sera totalement gratuit, et ce ne sera pas pour des vacances. »

Alors, que ces gens dits « de gauche » ne viennent pas distribuer des leçons de morale et jouer les horrifiés sur la situation politique actuelle. Ils en sont responsables, et même

doublement responsables : d'abord parce que c'est leur politique qui a conduit à démoraliser et à déboussoler la classe ouvrière, et ensuite parce qu'ils ont eux-mêmes directement contribué à diffuser le poison du racisme et de la xénophobie parmi les travailleurs !

Nathalie Arthaud : « défendre une politique de classe »

Camarades et amis, nous entrons dans une période mouvementée qui angoisse beaucoup des nôtres.

Le RN est peut-être à la porte du pouvoir, mais heureusement, et contrairement à tout ce que l'on entend, ce n'est pas encore le fascisme. (...) Ce n'est pas le contexte d'aujourd'hui, mais l'évolution réactionnaire que l'on connaît peut tout à fait nous y conduire. Les nazillons qui s'imaginent à la tête de milices pour cogner sur des immigrés, sur des grévistes ou sur des gauchistes comme ils les appellent, ils existent. Ils s'entraînent déjà à petite échelle et sont particulièrement actifs dans certaines villes. Et nul doute qu'il existe bien d'autres cadres potentiels à un mouvement fasciste, en particulier dans la police et dans l'armée, qui

rassemblent à elles deux, bien plus d'apprentis fascistes que le RN qui est devenu, par bien des aspects, un parti parlementaire de droite extrême.

Des apprentis fascistes, il y en a aussi du côté de ce syndicat agricole, la Coordination rurale qui dans au moins un département s'est spécialisé, entre autres, dans l'intimidation des inspecteurs du travail, les recevant à coups de fusil.

Alors, oui, les cadres fascistes existent. Ce sont les troupes qu'ils n'ont pas encore. Mais si la crise s'aggrave et accule à la ruine des petits et grands possédants, ils les trouveront. Et il faut s'y préparer moralement et politiquement. Car ce n'est pas en manifestant et en scandant « *Le fascisme ne passera pas* » qu'on s'en débarrassera. Et ce n'est

certainement pas en comptant sur des élections.

Dans un tel contexte, il faudra que les travailleurs soient organisés, apprennent à se protéger, à protéger leurs organisations par eux-mêmes. Il faudra qu'ils soient capables d'opposer aux milices fascistes leurs milices ouvrières et montrer autant de courage et de détermination qu'il y en aura dans le camp d'en face. Il faudra qu'ils aient conscience que, pour empêcher la victoire du fascisme, ils devront eux-mêmes monter à l'assaut du pouvoir. (...)

Notre perspective : l'organisation et l'unité des travailleurs

Devant le recul politique de la classe ouvrière, devant le profond recul de la conscience de classe qui ouvre la porte à des aventures mortelles, il n'y a ni baguette magique, ni raccourci. Il n'y a qu'une seule voie : défendre une politique de classe. Réveiller la conscience de classe qui sommeille, y compris chez les travailleurs les plus écrasés qui croient trouver le changement dans le RN.

La conscience de classe n'a jamais été innée. La classe ouvrière baigne dans la société bourgeoise dont elle reprend forcément les mœurs individualistes, les aspirations, les préjugés divers. Et puis les travailleurs sont livrés à la concurrence et aux divisions entretenues sans cesse par le patronat.

Pour les combattre et faire prendre conscience aux travailleurs qu'ils forment une classe à part, avec des intérêts communs, il n'y a qu'une seule voie : organiser les travailleurs et s'appuyer sur toutes leurs luttes, aussi moléculaires soient-elles, pour faire émerger cette conscience de classe. Il faut montrer aux travailleurs une voie concrète de



lutte pour aujourd'hui et pas seulement pour l'avenir. Dans cette séquence électorale où chaque écurie politicienne présente son programme, la première des choses, c'est d'appeler les travailleurs à ne pas être passifs. Il faut rassembler les travailleurs que nous avons autour de nous et, ensemble, réfléchissons aux mesures qui pourraient vraiment changer notre vie. Formulons nous-mêmes nos revendications. (...)

Mais qui imposera toutes ces exigences ? Pas Bardella, qui est allé ramper devant le Medef pour l'assurer de son dévouement, ni la gauche, qui ne l'a jamais fait et qui est, elle aussi, allée faire des mamours au patronat, il y a deux jours. Seuls les travailleurs unis et combattifs peuvent les imposer, quand ils seront poussés par la révolte de voir qu'un Bernard Arnault peut accumuler plus de 200 milliards d'euros de fortune, que les actionnaires de Stellantis touchent, chaque jour qui passe, 18 millions d'euros, alors que les ouvriers de ce même groupe, qui se lèvent à 4 heures du matin et s'esquintent la santé, atteignent péniblement les 1800 euros !

La perspective que nous défendons est celle de

l'organisation des travailleurs. C'est celle de l'unité des travailleurs sur leur terrain de classe. Et quand ils se remettront à agir pour leurs intérêts communs d'exploités contre les seuls et uniques responsables du gâchis actuel, ils ne marcheront plus derrière les diviseurs de l'extrême droite. Ils marcheront pour leurs intérêts et ceux de tous les opprimés, et ce faisant, ils feront à nouveau progresser toute la société !

Face à la marche à la guerre

Parmi les catastrophes devant nous, il y a aussi la marche à la guerre. Ce qui nous menace, c'est d'être à notre tour envoyés sur des champs de bataille, en Ukraine ou ailleurs, pour les intérêts des industriels et des financiers, et que notre vie soit mise dans les mains de généraux qui ont prouvé qu'ils se moquent de la vie des femmes et des hommes des classes populaires.

Sur cette question, même si les uns ou les autres cherchent à se distinguer de la surenchère militaire de Macron, ils partagent tous la même politique guerrière, la même politique de défense de l'impérialisme français. Car défendre les intérêts de

**Travailleurs,
embauchés
ou précaires,
français ou immigrés,
avec ou sans
papiers...**

**ne nous laissons pas
diviser.**

**C'est contre nos
exploiteurs qu'il faut
lutter !**

Liste Lutte ouvrière
**LE CAMP DES
TRAVAILLEURS**



la France à l'étranger, cela n'a rien à voir avec les intérêts des exploités et des pauvres. C'est défendre les intérêts des Bolloré, des Pinaut, des Michelin...c'est défendre la domination de la bourgeoisie française aux quatre coins de la planète.

Alors, sans surprise, le programme de campagne du Nouveau Front populaire a retenu les positions les plus va-t-en guerre de tous, celles formulées par Raphaël Glucksmann pendant les Européennes, prévoyant un soutien militaire à l'Ukraine sous forme de livraisons d'armes. Quant au RN, ses formules pacifistes, souverainistes et anti-OTAN ne résistent pas plus que son programme social puisque, même là-dessus, Bardella vient de rétro-pédaler en disant, je le cite : « *On ne change pas les traités en période de guerre* » car, je le cite encore, il n'entend pas « *affaiblir la voix ou l'engagement de la France sur la scène internationale* ». Si l'entrée de la France dans une guerre dite de haute intensité, n'est pas, pour l'immédiat, à l'ordre du jour, elle est en germe dans la réalité des relations internationales.

Car nous sommes dans une situation où la guerre économique entre capitalistes est exacerbée parce que les marchés solvables et les réserves de matières premières sont limités et non extensibles. La confrontation ne cesse de monter entre d'un côté la Chine, nouvelle puissance économique montante qui essaye de se tailler une place dans l'économie mondiale, et les États-Unis, première puissance impérialiste du monde.(...)

Cette future guerre, quel que soit le prétexte initial invoqué, la défense d'un petit pays agressé par son puissant voisin, la défense de la démocratie face à un dictateur, sera une guerre impérialiste, c'est-à-dire une guerre des puissances qui dominant le monde, États-Unis en tête, pour conserver leur suprématie.

Cette guerre ne sera pas celle des travailleurs, des classes populaires, des exploités. Ceux-là seront envoyés croupir dans des tranchées, se terrer dans des abris, mourir ou se faire amputer pour que les Total, Dassault, Bolloré, Stellantis éjectent leurs concurrents.

Alors, il faudra des femmes et des hommes pour dire haut et fort que cette guerre n'est pas la leur. Que l'ennemi principal est dans notre propre pays. Et ils devront tenir à contre-courant car, plus le temps passe, plus la guerre se rapproche, plus les discours patriotards et chauvins se banalisent et plus nos idées internationalistes et communistes seront difficiles à défendre. Et cela quel que soit le ou les gouvernements qui vont se succéder.

Si certains peuvent avoir l'espoir de faire barrage au RN dans les urnes, comment croire que l'on fera barrage à la montée du nationalisme et de la guerre dans les urnes (...)

Reconstruire un parti communiste révolutionnaire et internationaliste

Beaucoup, comme la dirigeante de la CGT, nous disent qu'il est minuit moins une. Mais à Gaza ou en Ukraine, c'est minuit passé, depuis longtemps. Pour les femmes et les hommes qui meurent en essayant de traverser la méditerranée, pour tous



Agathe Martin et Lucien Noaile, candidats en Île-de-France.

ceux qui n'ont tout simplement rien à manger, qui n'ont plus de toit, c'est plus que minuit passé. (...)

Il faut reconstruire un parti communiste révolutionnaire internationaliste capable d'offrir une politique aux révoltés. Nous ne repartons pas de zéro. Nous héritons de deux siècles d'un mouvement ouvrier riche de luttes, de succès et d'erreurs, de grandes victoires et d'échecs graves.

Les pages d'histoire écrites par les Communistes ou par les ouvriers et les paysans russes entre 1917 et 1925 sont extraordinaires pour tous les opprimés qui aspirent à s'émanciper. Mais c'est aussi des échecs, bien plus nombreux, des révolutions avortées, réprimées ou trahies que l'on apprend beaucoup. Cette somme d'expériences et tout le capital politique accumulé par le mouvement ouvrier à l'échelle internationale ont pour nous une importance cruciale, nous devons les connaître et les faire nôtres.

Le parti communiste révolutionnaire capable de changer le cours de l'histoire sera marxiste, parce que c'est Marx qui le premier a découvert la seule

force sociale capable de renverser le capitalisme : la classe ouvrière. Et il nous apprend pourquoi nous devons placer notre confiance dans cette classe d'exploités.

Le parti capable d'aider les travailleurs à prendre le pouvoir sera léniniste, parce que c'est Lénine, le premier, qui a trouvé la forme et les méthodes d'organisation nécessaires au parti révolutionnaire.

Et il sera trotskyste car, si la perspective communiste est toujours vivante, on le doit à Trotsky, qui a combattu la caricature sanglante que Staline en a faite et qui nous a transmis un drapeau sans tache dont on peut être fiers.

Ce parti qui doit s'ancrer dans la classe ouvrière et ses luttes, il faut bien sûr le construire dans les entreprises et dans les quartiers, autour de noyau de travailleurs conscients. Autour de travailleurs qui prennent l'habitude de se réunir pour discuter de leurs affaires, pour examiner tous les événements, toutes les crises politiques et la moindre décision gouvernementale en se demandant à chaque fois : où sont nos intérêts ?



À nos électrices et électeurs

Dans les 550 circonscriptions où Lutte ouvrière est présente, nous avons fait imprimer des bulletins pour tous les bureaux de vote. En raison des délais contraints, nous avons cependant rencontré des difficultés d'acheminement.

Aussi serons-nous reconnaissants à nos lecteurs et amis de nous aider à vérifier la présence de nos bulletins, dimanche 30 juin en allant voter à 8 heures, dès l'ouverture des bureaux. Si des bulletins manquaient, merci de nous en avertir aussitôt.

Tél : 01 48 10 86 20

Mail : contact@lutte-ouvriere.org

Réunions publiques des candidats de Lutte ouvrière

Nos candidats organisent des réunions publiques dans de nombreux départements, jeudi 27 et vendredi 28 juin.



Pour les connaître, consultez le site <https://lutte-ouvriere.org>

Programme du RN : au service des riches et du patronat

Reculade sur les promesses aux classes populaires, cadeaux fiscaux pour les riches et le patronat, démagogie réactionnaire contre les étrangers et les binationaux : voilà le programme du RN, présenté le 24 juin par Jordan Bardella.

Ceux des travailleurs qui espèrent chasser Macron et sa politique en votant pour le RN sont prévenus : « *Le programme économique du RN s'inspire de plus en plus de celui de Macron* », comme l'écrivait le journal *Le Monde*. La baisse promise de la TVA sur les produits de première nécessité est reportée à la Saint-Glinglin, tout comme l'annulation de la loi sur la retraite à 64 ans. Au mieux, quelques dizaines de milliers de salariés qui ont commencé à travailler avant 20 ans, et à condition qu'ils aient acquis leurs 43 annuités de cotisations, pourraient partir à 60 ans ! Même la promesse de réduire à 5,5 % la TVA sur l'énergie est en train de s'envoler : Bardella prétend qu'il doit avoir l'aval de l'Union européenne et prévient que, selon les exigences patronales, il ne quittera pas le marché européen de l'électricité. Il annonce au mieux une baisse de la TVA de 20 à 15 %.

Par contre, pour les riches et le grand patronat, les promesses sont confirmées. Sous prétexte de réindustrialiser le pays, le RN va continuer à baisser les impôts dits de production payés par les entreprises. Il ne reviendra pas sur la baisse de 33 % à 25 % des impôts sur les bénéfices

des sociétés, décidée par Macron en 2022. À la trappe, la proposition de « *taxer les super-profits* » émise en 2023 par Marine Le Pen ! Bardella maintiendra la « Flat tax » instaurée par Macron pour plafonner à 30 % la taxation des revenus du capital. Sous prétexte de permettre aux employeurs d'augmenter les salaires, le RN veut supprimer toutes les cotisations patronales sur d'éventuelles augmentations de salaire de 10 %. Le Medef demande, le RN obtempère !

Depuis l'annonce de la dissolution, et pour démontrer à la bourgeoisie que le RN est un parti de gouvernement, responsable et docile, à qui elle peut confier les clés de son appareil d'État, Bardella multiplie les gestes de soumission en direction des milieux d'affaires. Et il n'a pas besoin de se forcer tant l'histoire de son parti, son idéologie et le CV de ses cadres et candidats montrent qu'il est un parti bourgeois, viscéralement antiouvrier.

Pour faire oublier ses reniements sur le terrain social à ses électeurs des classes populaires, Bardella déverse sa démagogie contre les étrangers, leurs enfants et les binationaux. Tant qu'elles n'empêchent pas les patrons du BTP, de

la restauration ou de l'agriculture de disposer de travailleurs étrangers, avec ou sans papiers, qu'ils exploitent sans vergogne, les déclarations xénophobes du RN ne les dérangent pas. Alors Bardella promet de réformer l'Aide médicale d'État (AME), d'accélérer les expulsions d'étrangers, de remettre en cause le droit du sol et de conditionner les aides sociales à cinq ans de présence en France.

Presque toutes ces mesures iniques étaient déjà dans la loi Asile et Immigration de Darmanin, votée par les députés macronistes qui usent depuis sept ans des mêmes ficelles que le RN, avant d'être retoquée par le Conseil constitutionnel. Pour avoir l'air d'en faire un peu plus sur ce terrain nauséabond, Bardella annonce vouloir interdire l'accès de certains emplois publics, dits sensibles, aux binationaux, soit 3,3 millions de personnes.

Qu'elles soient ou pas suivies d'effet, ces annonces ne peuvent que susciter l'inquiétude des travailleurs d'origine étrangère et elles alimentent une division mortelle dans la classe ouvrière. Tous ceux qui ont à cœur de défendre les intérêts des travailleurs ne peuvent que combattre le poison du racisme et de la xénophobie, en lui opposant l'unité nécessaire dans la lutte contre les exploités.

Xavier Lachau



FRANCK DUBRAY ARC OUEST FRANCE

Le ridicule ne tue pas, mais quand même...

Le programme de Jordan Bardella pour l'éducation se résume à sa formule d'un « big bang » de l'autorité.

Il instaurerait ainsi l'interdiction du téléphone portable pour les élèves au collège et au lycée, le vouvoiement obligatoire à l'égard des enseignants et la poursuite de l'expérimentation du port de l'uniforme. Cette démagogie franchement ridicule est destinée à séduire tous ceux qui pensent que les problèmes de l'Éducation nationale se résoudraient en faisant les gros yeux aux élèves, voire en les mettant au piquet ou en leur tapant sur les doigts à coup de règle, comme dans les années 1900.

Plus sérieuse est son intention de mettre fin au collège unique en ressuscitant l'examen d'entrée en sixième et en orientant après la quatrième une partie des élèves vers des études professionnelles faisant la part belle aux stages en

entreprise et à l'apprentissage. Les autres pourraient alors poursuivre un enseignement général préparant à la voie royale des études longues. Ce serait avancer de deux ans le tri social qui se fait actuellement à la fin de la troisième, la majorité des enfants des classes populaires se retrouvant en lycée professionnels ou en apprentissage, avec un enseignement général de plus en plus réduit. Bardella marche ainsi sur les pas d'Attal et de sa politique du « choc des savoirs » voulant mettre fin au collège uniforme et instaurer des groupes de niveau.

Dans le domaine de l'éducation comme dans les autres, le verbiage sur l'autorité est surtout destiné à cacher une réelle régression pour les classes populaires.

Daniel Mescla

Désobéir ou s'organiser ?

Dans une pétition lancée le 14 juin, des cadres de l'Éducation nationale affirment se préparer à désobéir aux décisions d'un éventuel ministre RN si elles se révélaient contraires aux « valeurs républicaines ».

Ces cadres du ministère, inspecteurs et chefs d'éta-

blissements insistent sur leur fidélité à l'État et leur



rôle dans la mise en œuvre de la politique de tous les gouvernements passés, quelle que soit leur couleur et – faudrait-il ajouter – quelles que soient leurs décisions.

Leur « République » est donc celle de la dégradation des conditions de travail dans l'Éducation nationale, des fermetures de classes et des inégalités croissantes qui pèsent sur les enfants des familles populaires et des zones rurales. C'est aussi celle de l'épuration continue des programmes et du retour des grands projets d'embrigadement de la jeunesse via les uniformes ou le service national. Autant

dire qu'ils ne remettent pas en cause leur fidélité à l'appareil d'État et aux politiques qu'ils sont chargés d'appliquer, au service de la classe bourgeoise dont l'État défend les intérêts. Cela fait partie de leur formation, de leurs fonctions et donc de leurs obligations.

Néanmoins, bien des travailleurs du secteur public peuvent se poser la question, qui dépasse la menace de l'accession du RN au pouvoir, de savoir comment réagir face aux politiques réactionnaires, anti-ouvrières, discriminatoires qu'ils seraient amenés à cautionner ?

Démisionner ? C'est inenvisageable pour bien des fonctionnaires et des contractuels, dont beaucoup sont dans le rouge alors même qu'ils ont un emploi.

Désobéir individuellement ? Le soldat qui se révolte seul contre des ordres iniques et préfère être conduit au peloton d'exécution plutôt que de les appliquer a certes toute notre sympathie. Mais pour s'en sortir, pour s'opposer au pourrissement de la société, il faudra être capables de pousser toute l'armée à la mutinerie.

Sacha Kami

CGT : quelle politique pour les travailleurs ?

Après avoir invité avec d'autres syndicats à faire barrage à l'extrême droite, la CGT appelle explicitement à voter pour le Nouveau Front populaire (NFP).

Le texte de la CGT paru le 18 juin présente cette nouvelle union de la gauche comme le résultat de la « pression » des manifestations dénonçant le poids croissant de l'extrême droite dans le pays. Mais c'est surtout la crainte de perdre des postes qui a poussé ces politiciens à s'unir dans la précipitation, eux qui se plantaient avec frénésie des couteaux dans le dos depuis des mois... La Nupes d'il y a deux ans a ainsi été ressortie du placard, relookée en NFP et raccommodée à grand renfort de retouches issues du PS et de transfuges macronistes. Pour justifier sa prise de position, la CGT souligne l'hostilité de l'extrême droite aux syndicats. L'hostilité du RN et de ses compagnons de route vise d'ailleurs les grèves, les manifestations, et tous les travailleurs qui

refusent de baisser la tête. Le RN semblant désormais aux portes du pouvoir, le syndicat déclare : « *Il est minuit moins une.* »

Oui, il y a danger. Mais, face au danger, la seule réaction possible serait-elle de foncer tête baissée refaire ce qui a toujours échoué par le passé ? Pourquoi cette énième union de la gauche protégerait-elle les travailleurs de la montée du RN alors que, depuis quarante ans, la politique de ces partis, leurs trahisons et leurs reniements ont constitué un des principaux carburants du renforcement de l'extrême droite ?

Cette fois encore, la gauche s'est entendue sur un catalogue de promesses pour obtenir les voix des travailleurs : hausse du smic, indexation des salaires sur les

prix... Mais comment croire qu'ils respecteront demain des promesses qu'ils n'ont jamais tenues dans le passé !

Aujourd'hui, le RN a beau jeu de dresser une partie des travailleurs contre les syndicats, en rappelant comment ils ont appelé à voter pour la gauche malgré les trahisons, puis pour Macron au deuxième tour des élections présidentielles.

Depuis des années, les dirigeants de la CGT expliquent à leurs adhérents et militants que le syndicat ne doit pas faire de politique... sauf quand il s'agit de soutenir des politiciens de la bourgeoisie ! Il n'est pas étonnant que leur appel à voter pour le NFP ne rencontre pas une adhésion unanime au sein même de la CGT, certains revendiquant l'apolitisme professé le reste de l'année par la centrale syndicale, d'autres envisageant de voter RN, trompés par la démagogie de l'extrême droite, ou simplement écoeürés par la gauche.



Sophie Binet dans la manifestation contre le RN, à Paris, le 15 juin.

D'autres enfin, heureusement, affirment que, pour défendre leurs intérêts, les travailleurs ont besoin d'avoir une politique, indépendante de celle de la bourgeoisie, et de ses différentes options et partis.

Quel que soit le gouvernement qui sortira des législatives, les travailleurs doivent se préparer à se battre, pour imposer aux capitalistes de

payer et pour stopper le pourrissement de toute la société. C'est pourquoi les travailleurs conscients doivent oser se démarquer de ces politiciens faillis qui ont dégoûté des générations d'exploités et de militants, rejetant toute une partie du monde du travail dans l'indifférence et une autre dans les bras du RN.

Sacha Kami

Grand oral au Medef : tous prêts à servir le patronat

Jeudi 20 juin se déroulait, dans les locaux du Medef et devant un parterre de près de 900 patrons, le grand oral des représentants des principaux partis qui s'opposent dans les élections législatives.



ajoutée des entreprises (CVAE) d'ici à 2027.

Le sénateur Bruno Retailleau, représentant les LR non ciottistes, et donc non raliés au RN, a également reçu un accueil pour le moins chaleureux. Un participant déclarant même : « *C'est normal, c'est la famille.* »

Dans cet exercice, l'actuel ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, partait avec les faveurs du jury. Et pour cause, cela fait maintenant sept ans qu'il mène avec acharnement une politique farouchement antiouvrière. Ce qui fut résumé par l'ancien Premier ministre Édouard Philippe, représentant son parti Horizons : « *La politique menée depuis 2017 est probablement la plus pro-business qu'on ait vue depuis longtemps.* » Joignant le geste à la parole, Le Maire leur a annoncé au passage un nouveau cadeau par le biais de la suppression de la cotisation sur la valeur

D'autres candidats devaient, quant à eux, faire leurs preuves. Du côté du Nouveau Front populaire, c'est Éric Coquerel de la France insoumise et Boris Vallaud du Parti socialiste qui s'y sont collés. Le premier a mis en avant son passé de dirigeant de PME comme gage de crédibilité quand le second s'est excusé de demander un effort de patriotisme économique aux milliardaires.

Les dirigeants du Medef ont certainement souri en entendant cet appel. Ils ont dû se souvenir de Hollande qui, dans la campagne

présidentielle de 2012, avait déclaré : « *Mon ennemi c'est la finance* » et avait ensuite servi fidèlement les intérêts des financiers et du grand patronat. Mais, comme leur seule patrie est celle de leur coffre-fort, les patrons leur ont demandé combien leur programme allait coûter. Les deux représentants de la nouvelle union de la gauche se sont voulu rassurants :

c'est la croissance qui paiera, ont-ils répondu en substance, pas les profits patronaux.

Enfin, le dernier à venir chercher l'adoubement fut Bardella pour le Rassemblement national. Accompagné de son nouvel allié, Ciotti, comme caution, il a lancé au parterre de patrons présents dans la salle : « *J'ai bien compris qu'il fallait vous rassurer.* » Bardella a garanti une

« *alternance raisonnable* », « *une majorité de redressement respectueuse des partenaires sociaux* ». En guise de preuve d'amour il a promis, comme Le Maire, la suppression intégrale de la CVAE.

Si la majorité actuelle a bien les faveurs du patronat, celui-ci n'est pas inquiet. Il sait qu'il restera le véritable vainqueur après le 7 juillet.

David Mencas

Viol de Courbevoie : une instrumentalisation répugnante

Un événement horrible, le viol d'une collégienne juive de 12 ans, est utilisé à l'appui d'une campagne politique ouverte depuis des mois pour établir un amalgame entre la condamnation des massacres perpétrés par l'armée israélienne à Gaza et l'antisémitisme.

Le Premier ministre, Gabriel Attal, après avoir d'abord dénoncé LFI et Mélenchon comme quasi responsables des agressions antisémites, y compris ce viol de Courbevoie, a tenu à rappeler que le RN comptait dans ses rangs des antisémites avérés. C'est au mieux un euphémisme, car l'antisémitisme n'est pas résiduel au RN. Ce

parti est sorti en droite ligne du Front national fondé, entre autres, par un ancien Waffen SS et par Jean-Marie Le Pen qui ne faisait pas mystère de sa haine de Juifs. Aujourd'hui, en écho au chœur macroniste, Marine Le Pen dénonce dans les médias la prétendue « *stigmatisation des Juifs depuis des mois par l'extrême gauche* », en présentant le RN

en protecteur de la communauté juive. Que voilà une conversion rapide, spontanée et crédible...

Cette répugnante bouillie politique n'annonce rien de bon, en particulier pour les Juifs de ce pays. L'antisémitisme, comme tous les racismes, reste le fonds de commerce de cette extrême droite devant laquelle Macron aura déroulé le tapis rouge. Il ne peut être réellement combattu, et un jour extirpé, qu'en s'attaquant à l'exploitation de l'homme par l'homme, mère de tous les préjugés et de toutes les oppressions.

Boris Savin

Israël-Hezbollah: vers un second front ?

Confronté à une contestation politique qui enfle, Netanyahu semble décidé, pour se maintenir au pouvoir, à ouvrir un second front en entrant dans une guerre totale avec le Hezbollah, au sud du Liban.

Le 22 juin, alors que plus de 150 000 personnes manifestaient à Tel-Aviv pour exiger sa démission, l'armée israélienne a intensifié les combats sur le front qui s'étend sur 120 km à la frontière entre le Liban et Israël.

Dimanche 23 juin, l'aviation et l'artillerie ont mené des frappes contre une quinzaine de régions et localités libanaises et, pour la première fois, Saïda, la troisième ville du pays, située à 45 km de Beyrouth, a été visée. De son côté, le Hezbollah a répliqué en lançant un drone explosif contre un site militaire dans le nord d'Israël et a revendiqué cinq attaques en Galilée. La semaine précédente, il avait défié le système de défense israélien en diffusant des images de sites stratégiques : navires de guerre, réservoirs de pétrole et même l'aéroport de la grande ville d'Haïfa.

Pour sauver sa place, Netanyahu, qui se maintient

au pouvoir grâce à ses alliés ultranationalistes d'extrême droite, est prêt à toutes les fuites en avant. Il a obtenu de l'armée israélienne une approbation des plans opérationnels pour une attaque d'envergure. Celle-ci est présentée comme la seule manière d'assurer la sécurité au nord du pays et de permettre aux 120 000 déplacés qui ont fui la région de rentrer chez eux.

Jusqu'à présent, les États-Unis se sont montrés hostiles à une extension de la guerre avec le Hezbollah. Mais en avril dernier, après la riposte iranienne à l'attaque par Israël de son consulat à Damas, Netanyahu a pu compter sur le soutien de ses alliés impérialistes. Il sait qu'une offensive générale contre le Hezbollah au Liban obligerait l'Iran à intervenir et entraînerait en retour une action américaine.

Ainsi, de hauts responsables de l'administration



Manifestation contre Netanyahu le 22 juin.

Biden ont informé le chef du Conseil de sécurité nationale israélien que les États-Unis s'engageaient à « soutenir pleinement Israël en cas de conflit avec le Hezbollah ». Un peu plus tard, le chef de l'armée américaine a averti que « les États-Unis ne seront pas en mesure de défendre Israël en cas de guerre contre le Hezbollah comme ils l'ont fait lors de l'attaque de missiles et de drones iraniens en avril ». Ces déclarations contradictoires sont celles d'un pompier pyromane. Les dirigeants

de l'impérialisme américain ne souhaitent pas une extension du conflit, ils prétendent hypocritement œuvrer à la paix et à la stabilité, mais ce sont pourtant bien eux qui ont armé jusqu'aux dents Israël et lui ont laissé les mains libres pour massacrer à Gaza.

Une logique d'extension des conflits est ainsi à l'œuvre au Moyen-Orient. Si Netanyahu et ses manœuvres odieuses en portent la responsabilité immédiate, c'est avant tout le résultat de la mainmise des puissances

impérialistes sur la région. Depuis un siècle, pour préserver leurs intérêts, celles-ci n'ont cessé de dresser les peuples les uns contre les autres, ont détruit des pays entiers, semé le chaos et la barbarie.

Pour les peuples de la région, il serait vital d'en finir avec ce système d'oppression qui entretient les conflits entre une série de régimes rivaux ne valant pas mieux les uns que les autres et qui sont tous à leur façon des rouages de l'ordre impérialiste.

Leïla Wahda

Netanyahu partisan de la guerre sans fin

Le 23 juin, Netanyahu déclarait sur une chaîne israélienne « La phase intense des combats contre le Hamas est sur le point de se terminer [...] Cela ne signifie pas que la guerre est sur le point de se terminer. »

En effet, le lendemain, des tirs ont été lancés sur Rafah, sur le camp de Nousseirat et le quartier de Zeitoun dans la ville de Gaza. Trois jours plus tôt, c'était le local de la Croix Rouge à Gaza qui était visé, faisant 22 morts et 45 blessés. Le 24 juin, la famille de la sœur d'Ismaïl Haniyeh, dirigeant du Hamas pourtant en exil, était tuée par une frappe au sein du camp de Chati, d'autres tirs visant encore Rafah.

Le dernier bilan annoncé par des responsables gazaouis est de 37 626 morts au sein de l'enclave. « Ministre du crime », « Arrêtez la guerre », pouvait-on lire sur des pancartes au sein de la manifestation monstre du

22 juin à Tel-Aviv la plus importante depuis le 7 octobre. Le rejet du Premier ministre, de ses alliés d'extrême droite au gouvernement, de sa politique de poursuite d'une guerre sans fin sous prétexte d'éradiquer le Hamas, ne cesse de grandir. Le porte-parole de l'armée en personne, le contre-amiral Hagari, a exprimé publiquement son désaccord, désavouant pour la première fois clairement Netanyahu lorsqu'il prétend détruire le Hamas, en ces termes: « C'est jeter de la poudre aux yeux du public. »

Même si une partie de l'opinion publique israélienne persiste à ne pas voir d'autre politique possible que la guerre menée à la population

palestinienne, le mépris affiché par Netanyahu envers les otages encore retenus à Gaza et l'évidence de ses manœuvres pour se maintenir au pouvoir envers et contre tout suscitent une hostilité grandissante. Tant que ses ministres d'extrême droite continuent de l'épauler, tant que les hypocrites semonces de ses alliés impérialistes restent platoniques, Netanyahu s'accroche à sa politique meurtrière.

Outre le désastre humain provoqué à Gaza, en nombre de morts, de blessés, de déplacés, outre la situation de malnutrition aiguë touchant plus de 90% de la population gazaouie, dénoncée par des médecins, la fuite en avant du gouvernement israélien mené par Netanyahu, toujours soutenue sur le fond par les grandes puissances occidentales, conduit les deux peuples à la catastrophe.

Viviane Lafont

Julian Assange: une liberté cher payée

Après avoir vécu plus de treize ans sous la menace de 175 ans de prison en vertu d'une loi des États-Unis sur l'espionnage, Julian Assange après qu'il a plaidé coupable est libre de ses mouvements.

Le « crime » reproché à cet informaticien australien était la divulgation sur son site Internet, WikiLeaks, des exactions commises par l'armée américaine en Irak et ailleurs. Les gouvernements du démocrate Barack Obama et de ses successeurs ne pouvaient le tolérer et ils n'ont cessé de le poursuivre, faisant pression sur les dirigeants des pays où il cherchait refuge.

Alors que Assange était en Grande-Bretagne, la Suède a émis un mandat d'arrêt international pour l'interroger sur des accusations de viol. Après que

plusieurs pays, dont la France, eurent refusé de l'accueillir, il se réfugia dans l'ambassade de l'Équateur à Londres, où il resta cloîtré pendant sept ans. Suite au changement du gouvernement de ce pays, qui ne voulait pas s'encombrer de ce lanceur d'alerte, il fut aussitôt arrêté et emprisonné à Londres jusqu'à ces derniers jours.

Julian Assange est maintenant libéré, après avoir subi treize ans de réclusion et de prison. Il a payé cher le fait de s'en être pris à l'armée américaine. Mais si les États-Unis frappent lourdement ceux qui osent dénoncer les crimes commis par leur armée, les autres pays, qui se qualifient eux aussi de démocraties, n'ont pas hésité une seconde à lui claquer la porte au nez.

Marianne Lamiral

Russie : Kalachnikov à la peine

Le 19 juin, Poutine a signé un accord de « partenariat stratégique » avec Kim Jong-un, le dictateur nord-coréen, au terme duquel le régime nord-coréen devrait notamment augmenter ses fournitures d'obus à l'armée russe. En effet celle-ci manque d'armements en tout genre pour faire face à sa guerre en Ukraine.

Et le Kremlin vient d'en asséner la preuve, sous forme d'un coup de massue, aux travailleurs du consortium Kalachnikov. Premier producteur, et de loin, d'armes individuelles en Russie, cette firme de droit privé, dont l'État russe détient 25 % du capital et dont le propriétaire en titre est, comme son prédécesseur, un ancien ministre de haut rang, a dans sa panoplie bien d'autres armes que la célèbre « Kalach » ou « AK », ce fusil automatique le plus vendu au monde.

Installé à Ijevsk, une grande ville industrielle à l'ouest de l'Oural, le consortium produit bien sûr des fusils d'assaut, mais aussi des blindés, des navires

de débarquement, des camions militaires, des obus, des drones et toute une série d'armes de guerre, en plus d'engins du BTP. Autant dire, tout un attirail dont la guerre en Ukraine est une si grande consommatrice que l'usine Kalachnikov d'Ijevsk n'arrivait plus à fournir à la demande.

Alors, sa direction vient de décider, sans consulter le personnel cela va de soi, que celui-ci devrait désormais travailler 12 heures par jour, soit 4 heures de plus qu'avant, mais sans recevoir aucun salaire pour cela. En outre, au lieu de deux jours de repos par semaine, les travailleurs de l'usine n'en auront plus qu'un et devront travailler 8 heures

le samedi. Soit 28 heures de plus par semaine !

Non seulement ces 28 heures ne sont pas payées 100 % en plus, comme prévu pour des heures supplémentaires, mais elles ne sont pas payées du tout. C'est ce qu'a annoncé la direction au personnel, en lui déclarant que « *durant "l'opération militaire spéciale" il est permis de faire passer, sans leur accord, en régime d'heures supplémentaires les collaborateurs du complexe industriel de Défense (OPK) ainsi que les entreprises travaillant pour des commandes publiques de la défense* ». Et de préciser que c'est ce que prévoit le décret N°1365 promulgué en 2022.

En même temps, l'encadrement a fait du chantage aux ouvriers du genre : « *Les ouvriers travaillent mal et pas assez vite tout en réclamant de l'argent* », alors qu'« *il y a des gars qui meurent au front* ». Ce langage « patriotique » n'a rien



Poutine s'essayant au maniement de l'un des derniers AK.

d'exceptionnel. Dans une usine ouralienne de mécanique industrielle, UKZ, son directeur-général a sorti : « *Lors de la Grande Guerre patriotique [celle de 1941-1945], personne ne réclamait pour son salaire, et ici on travaille parce que l'État nous passe des commandes militaires.* »

On ne sait pas si, quand et comment cela pourrait provoquer des réactions collectives des travailleurs, d'autant que le chantage des directions pourrait se doubler de mesures policières à l'encontre des récalcitrants.

Mais en attendant, vu le manque de spécialistes dans les usines, et pas seulement celles d'armement – ce qui est un contre-coup des ponctions opérées sur les effectifs par des mobilisations qui ne disent pas leur nom –, certains ouvriers pensent sans doute qu'ils peuvent toujours, individuellement, aller tenter leur chance ailleurs. Une façon, après tout, de rappeler que, si les chefs ne sont pas indispensables, les travailleurs, eux, le sont à la production des armes, comme du reste.

Pierre Laffitte

Kazakhstan : un régime qui craint sa classe ouvrière



VLADIMIR TRETYAKOV AP

Depuis le soulèvement populaire et ouvrier de janvier 2022, qui avait ébranlé le régime des bureaucrates kazakhs, celui-ci n'en finit pas de réprimer les « bandits et terroristes ».

Ainsi, à Almaty, la principale ville du pays, un procès qui a duré neuf mois vient de conclure à la culpabilité des onze accusés : ils auraient pris d'assaut la mairie de la ville et, plus grave, la résidence du président. Le procureur avait d'abord requis dix à douze ans de prison. Puis, il a demandé quatre ans, devant l'absence de preuves incriminant

précisément tel ou tel. Et c'est bien un des problèmes des juges, des policiers et finalement des dirigeants kazakhs : c'est l'immense majorité de la population qui, révoltée par des hausses de prix des carburants, s'était dressée contre la dictature de l'ex-président Noursoultan Nazarbaïev et de son successeur Kassym-Jomart Tokaïev.

Une manifestation en janvier 2022.

Pire pour eux, cette révolte politique contre le régime avait débuté, comme dix ans auparavant à Janozen, par des grèves massives dans le cœur économique du pays : l'industrie gazière et pétrolière de l'Ouest. La classe ouvrière kazakhe, nombreuse, concentrée et combative, avait démarré la lutte, entraînant à sa suite le reste de la population.

Deux ans et demi plus tard, le régime n'ignore pas qu'il reste honni, même s'il a pris ses distances avec Nazarbaïev, qu'il a lâché.

Alors, il réprime toujours et encore ceux qu'il suspecte, et il sait qu'ils sont très nombreux, d'avoir sympathisé avec la révolte, sinon d'y avoir participé.

Durant ce « Janvier sanglant » de 2022, Tokaïev avait donné l'ordre à la police et à l'armée de « *tirer sans sommation* » sur les « *20 000 bandits et terroristes* », disant qu'ils voulaient la perte du pays. Sans succès. Les trusts européens, américains et chinois qui exploitent les richesses minières du Kazakhstan ayant alors exigé du régime qu'il fasse cesser les grèves et les manifestations, Tokaïev appela Poutine à la rescousse. Ayant envoyé sur place des tanks et ses forces spéciales, le Kremlin se chargea de sauver la mise à la bureaucratie locale ainsi qu'à Total, Exxon, ArcelorMittal et autres géants mondiaux.

Du 2 au 10 janvier 2022, la répression fit officiellement 238 morts, en réalité bien plus. Il y eut 10 000 personnes arrêtées, détenues sans jugement, parfois torturées. Depuis, les procès se succèdent dans chacune des villes touchées par la révolte et 1 400 personnes ont déjà été condamnées

pour « participation aux émeutes ».

Le régime veut faire des exemples, dans l'espoir que cela effraie la population et rassure les « investisseurs » occidentaux et leurs États. Mais l'expérience des grèves et manifestations des ouvriers du pétrole et du gaz en 2012 montre que leur répression féroce n'avait pas empêché, dix ans plus tard, la colère sociale d'exploser à nouveau à partir des mêmes foyers. Et même si les médias occidentaux n'en parlent pas, la répression actuelle n'a pas empêché, en décembre dernier, qu'éclate une grève massive des ouvriers du groupe pétrolier privé West Oil Software. Ils exigeaient notamment une hausse de leurs salaires – qui ne dépassent pas 320 000-350 000 tengues, soit 660-720 euros – et l'amélioration d'une sécurité au travail quasi inexistante. Et même si, dès le premier jour, un tribunal a déclaré la grève illégale, elle a duré plus de deux mois.

Le régime de Tokaïev peut condamner à tour de bras, il n'est pas certain que cela lui assure durablement la paix sociale.

P. L.

Italie : le capitalisme sème la mort

Des milliers de travailleurs agricoles ont manifesté à Latina, au sud de Rome, samedi 22 juin et à nouveau le mardi suivant, pour crier leur colère après la mort d'un des leurs.

Comme des milliers d'Indiens sikhs vivant dans la région, Satnam Singh travaillait dans les champs de l'Agro Pontine, d'anciens marécages bonifiés durant la période fasciste. Mardi 18 juin, une machine lui a arraché le bras et fracturé les deux jambes. Le patron de l'exploitation s'est bien gardé d'alerter les secours et a fini par charger le blessé – et son bras jeté dans un cageot à légumes – dans sa camionnette pour s'en débarrasser en l'abandonnant devant chez lui. L'intervention des voisins a permis de le faire transporter d'urgence à l'hôpital, mais il était trop tard, il s'était vidé de son sang.

Le patron assassin a ensuite eu l'indécence de déplorer, devant les caméras du journal du soir, que

« la légèreté et l'inattention de cet ouvrier coûte beaucoup à toute l'entreprise ». Il est particulièrement abject, mais ce petit patron, à la tête de cinq hectares, est loin d'être le seul à profiter d'un système d'esclavage moderne qui permet aux propriétaires terriens, grands et petits, de baisser leurs coûts de production et d'être compétitifs.

Le système du « *caporalato* » s'apparente à une agence de recrutement aux méthodes mafieuses. Les ouvriers agricoles sont recrutés parmi les plus désespérés : migrants sans-papiers, femmes seules avec des enfants à charge. La journée de travail n'en finit pas et la paie atteint péniblement les quatre euros de l'heure, voire beaucoup

moins. Parfois, les « *caporali* », les recruteurs, gèrent également le transport vers les champs, la « *location* » d'une paillasse dans un bidonville, l'accès à un robinet d'eau potable ou la nourriture, le tout étant retiré des maigres paies des ouvriers.

Des tragédies se produisent régulièrement dans les champs du sud de l'Italie, certaines plus atroces que d'autres, comme la mort de Satnam. Il y a quelques années, c'est celle de Paola Clemente, littéralement morte de fatigue dans les vignes de Calabre où elle travaillait, qui avait suscité l'indignation. Son contrat indiquait un taux horaire de sept euros, déjà bien insuffisants qui, rapporté au nombre d'heures réel, tombait à deux euros !

Du côté des dirigeants politiques, on verse une larme de circonstance sur le sort de l'ouvrier. Le chef d'extrême droite du



Manifestation pour Satnam contre le « *caporalato* ».

gouvernement, Meloni, assure qu'une telle barbarie « *n'est pas italienne* » et en profite pour se réjouir de l'avancée de la construction de centres de rétentions en Albanie, qu'elle a le cynisme de présenter comme un moyen de lutter contre l'exploitation. D'autres exigent que la loi contre le « *caporalato* », votée il y a huit ans, soit appliquée.

Mais, avec ou sans loi contre ce système, c'est d'abord le fait de transformer les immigrés en clandestins à vie, qui permet aux propriétaires terriens

comme à bien d'autres patrons de leur imposer la surexploitation, les paies misérables et des conditions de travail de plus en plus dangereuses. Les travailleurs les plus précaires, dont les immigrés sans papiers, sont les premières victimes, mais c'est bien un moyen pour le patronat de faire pression pour que les droits de toute la classe ouvrière reculent. Contre cette offensive-là, les travailleurs, avec ou sans papiers, ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur leur unité.

Nadia Cantale

Algérie : manifestations pour l'eau à Tiaret

En Algérie le 14 juin, lors de la fête de l'Aïd-el-Kébir et alors que les températures atteignent 50 degrés, la population de la wilaya de Tiaret, excédée par les pénuries d'eau potable, a laissé éclater sa colère. Des barrages érigés par les habitants ont bloqué toutes les routes conduisant à la ville.

Dans cette région agricole, située sur les hauts plateaux à 280 km au sud-ouest d'Alger, une sécheresse terrible sévit depuis deux ans. En raison du manque de pluie, les nappes phréatiques ne se rechargent plus, les cours d'eau et le barrage de Ben Khedda, seule source d'approvisionnement de la zone, sont à

sec. La population subit de plein fouet les conséquences du changement climatique, mais ce sont les mensonges et le mépris du pouvoir qui ont déclenché les émeutes.

La colère couvait depuis la mi-mai, depuis qu'aucune goutte d'eau ne coulait plus du robinet. Fin mai, pour désamorcer la contestation, des responsables

locaux, qui avaient pourtant alerté le ministre de l'Hydraulique de la gravité de la situation, ont été limogés. Le 2 juin, le président Abdelmadjid Tebboune a dépêché ses ministres, qui ont promis de régler le problème avant la fête de l'Aïd. Mais, à la veille de celui-ci, dans de nombreux endroits les robinets restaient désespérément secs.

Le sentiment d'avoir été lanternés a décuplé la colère, pendant que les routes se hérissaient de barrages. À Rahouia, à 40 km de Tiaret, des manifestants ont assiégé le siège du district où se trouvait le préfet. Celui-ci s'est caché lorsque les protestataires ont refusé de lui envoyer des représentants, exigeant qu'il rende des comptes à tous.

Bien que les médias nationaux aux ordres du pouvoir se soient gardés de relayer l'événement, des vidéos amateurs ont largement circulé sur les réseaux sociaux. Tebboune a donc dû réagir vite et son ministre des Ressources hydrauliques a dû s'excuser

pour les promesses non tenues. Il a annoncé pour l'avenir l'acheminement de l'eau des grands barrages situés plus au nord et au sud de Tiaret, ainsi que la construction de nouvelles usines de dessalement.

En attendant, une noria de camions citernes apporte de l'eau dans la ville. Les citernes étanchent la soif. Mais elles sont loin d'étancher la colère, tant les prix sont insupportables pour les classes populaires qui, pour

s'approvisionner, doivent déboursier jusqu'à 5 000 dinars (25 euros), soit le quart du salaire minimum !

Alors que Tebboune est sur le point d'annoncer sa candidature à l'élection présidentielle qu'il a avancée au 7 septembre, cette contestation inattendue lui montre que les lois qu'il a fait adopter pour mettre au pas la population n'empêcheront pas la colère sociale de s'exprimer.

Leïla Wahda



Le bassin alimentant la ville de Tiaret.

Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 241 (juillet-août 2024)

- Face à la crise politique et économique, renouer avec la lutte de classe
- L'impérialisme français et la Nouvelle-Calédonie
- Grande-Bretagne : vers l'alternance
- La crise en Allemagne
- Guerre et pillage en RDC
- La crise économique aux États-Unis
- Une résistance antinazie, ouvrière et internationaliste

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.



Biogroup Île-de-France : "Pas de flouze, pas de piquouze"

Un mois après leurs collègues de Lorraine, les salariés des laboratoires d'analyses médicales Biogroup d'Île-de-France, sont en lutte pour leurs salaires, reprenant leur slogan : « pas de flouze, pas de piquouze ! ».

Le 6 juin, puis à nouveau le 19 juin, ils se sont rassemblés à plusieurs centaines devant le siège du groupe à Levallois. Une

cinquante de laboratoires ont ensuite continué la grève jusqu'à la fin de la semaine, et le plateau technique de Saint-Denis

était complètement à l'arrêt. Pendant ces trois jours, certains ont cherché, et trouvé, les moyens de discuter entre eux, malgré la difficulté que représente leur éclatement entre de multiples petits laboratoires, pour se convaincre mutuellement de continuer la grève.

Les travailleurs réclament 9 % d'augmentation générale de salaire pour tous, un 13^e mois, des tickets restaurants et le paiement des heures supplémentaires à 125 % et non à 100 %. Biogroup a largement les moyens de payer. Le chiffre d'affaires et les bénéfices du groupe ont explosé ces dernières années avec la crise du Covid et le rachat de nombreux laboratoires.

Pour l'instant, la direction propose une prime de 750 euros brut, une prime d'assiduité de 100 euros brut et des augmentations individuelles. Il est évident que le compte n'y est pas. Elle fait

durer les négociations en longueur en disant ne rien vouloir céder de plus.

Mais les travailleurs savent que la grève pèse. Chaque jour de grève a déjà fait perdre de l'argent à la direction : chez Biolab par exemple (un des groupements de laboratoires qui constituent Biogroup), la moyenne des dossiers de patients traités quotidiennement est passée de 6 300 habituellement à environ 550. Ils savent qu'ils ont raison de se battre et qu'il n'y a pas d'autre voie pour imposer à la direction leurs revendications!

Correspondant LO



Laser propreté : deuxième round

Mardi 25 juin, les salariés de l'entreprise sous-traitante Laser Propreté se sont remis en grève.

Ces travailleurs nettoient les trains sur le réseau Transilien SNCF entre Montparnasse et Dreux, en passant par Montrouge, Trappes et Vouillé.

Le 15 juin, les congés payés ne leur ont pas été versés comme prévu et à cela s'ajoutent de très nombreux retards de versement des salaires. Ils se sont donc tous mis en grève sur les différents sites.

Les travailleurs de

Laser étaient déjà tous en grève en mars dernier sur tout le réseau. Devant leur mobilisation, l'entreprise avait été contrainte d'accepter une partie des revendications. C'est donc conscients de leur force collective que les travailleurs se relancent avec fierté dans la bagarre.

Il s'agit non seulement de combattre le sous-traitant voleur, Laser, mais aussi de montrer

à la SNCF que les travailleurs qu'elle méprise ne se laisseront pas faire. Car dans cette histoire, la SNCF est la donneuse d'ordres, et la première responsable des conditions de travail révoltantes des grévistes.

En tout cas, l'attitude de ces patrons a encore fait mouche : la colère des ouvriers n'a mis que trois mois pour exploser de nouveau!

Correspondant LO

ARS Grand Est : retour de flamme

L'agence régionale de santé (ARS) du Grand Est a demandé, par courriel, aux établissements de santé d'enfermer les patients en psychiatrie durant le passage de la flamme olympique dans la région.

Cette demande a légitimement suscité la colère du personnel soignant qui combat au quotidien la stigmatisation à laquelle sont confrontés les patients atteints de troubles psychiatriques. Elle a aussi indigné les associations de familles de patients qui font valoir que cette

décision est contraire à l'évolution actuelle de la psychiatrie vers une plus grande inclusion dans la société.

Face au tollé, la préfecture prétend qu'il « s'agit d'un examen au cas par cas » et « qu'il n'y a pas d'arrêté préfectoral sur ce sujet ». Après l'éloignement forcé d'une partie des plus démunis de la capitale vers des villes de province, on a une nouvelle manifestation de ce que valent les prétendues valeurs de l'olympisme aux yeux des autorités.

David Mencas

Foyers – Les Mureaux : résidents en colère

Les résidents des deux foyers Coallia des Mureaux, dans les Yvelines, ont manifesté à plus de 150 samedi 22 juin.

Un des foyers est promis à la démolition et les résidents, des travailleurs immigrés et parmi eux de nombreux retraités, sont instamment priés de trouver eux-mêmes des solutions de relogement ou d'accepter des propositions qui ne leur conviennent pas.

Le mépris des représentants des gestionnaires s'ajoute à l'insalubrité des foyers. Électricité

fréquemment coupée pendant plusieurs heures, rendant le contenu des réfrigérateurs inutilisable, interventions sur la plomberie tardives ou inexistantes, vétusté et manque d'entretien élémentaire font que les conditions de vie dans ces foyers sont indignes et insupportables.

Depuis plusieurs mois, les résidents protestaient par lettre ou par téléphone,

sans que les gérants n'interviennent. Alors, la colère est montée d'un cran et ils se sont organisés pour faire connaître la situation à l'ensemble de la population. Des élus municipaux étaient présents. C'est fou comme une campagne électorale peut déboucher rapidement les oreilles des sourds!

Mais les résidents ne sont pas dupes et ils se promettent de rester mobilisés tant que leurs conditions de logement ne s'améliorent pas.

Correspondant LO



Dassault – Argenteuil: **hausse de la production...** **en attente**

Lors du Salon de l'armement de Satory, Macron avait demandé aux industriels de la Défense de faire un effort particulier dans le cadre de l'économie de guerre.

Éric Trappier, le PDG de Dassault Aviation, n'a pas traîné pour répondre: «*Il est attendu de nous qu'une priorité absolue soit donnée à la production du Rafale. [...] Il est de notre devoir de*

respecter nos engagements et de tenir nos délais de livraison.»

Dans l'usine d'Argenteuil, vu le contexte, il semblerait cependant qu'il soit difficile à Trappier de tenir

ses engagements. Déjà, il est prévu qu'elle déménage en septembre pour s'installer à Cergy, dans le Val-d'Oise. Un déménagement prévu depuis belle lurette et qui ressemble de plus en plus à l'Arlésienne, puisqu'il est à nouveau question de le différer, les travaux n'étant toujours pas terminés. Y aura-t-il suffisamment de bûches d'assemblage permettant de construire plus de Rafale? En tout cas, ce n'est pas dans l'usine actuelle, destinée à disparaître, que cela pourra se faire.

Augmenter les cadences pour produire plus? Construire un Rafale ne demande pas les mêmes compétences que fabriquer un presse-purée et, pour l'instant, la direction de Dassault, qui n'embauche pas

depuis des années, n'a pas sous la main le nombre de techniciens qualifiés nécessaires. Pour cela, elle a compté sur France Travail (donc aux frais de l'État) pour organiser des stages de formation en accéléré. Une formation tellement accélérée, d'ailleurs, qu'elle ne durera qu'un mois au lieu des six habituels.

Il reste alors à demander aux salariés d'effectuer des heures supplémentaires afin d'accroître la production. Actuellement, des sondages sont faits dans l'usine pour savoir combien d'entre eux seraient volontaires pour travailler 12 heures par jour... mais sans dire quand cela se ferait, ni dans quelles conditions et pour quelle rémunération. En somme, si le PDG de Dassault se déclare prêt à «*défendre la France*», il semblerait que l'intendance ne suive pas!

Comme tous les marchands d'armes, Dassault se



frotte les mains dans l'attente des profits supplémentaires que leur offrent les perspectives guerrières dans la situation actuelle. Et tout ce beau monde d'appeler les travailleurs à relever leurs manches. Ces derniers n'ont rien à gagner à augmenter encore plus les bénéfices de ces profiteurs, ils n'ont que leur temps et leur santé à y perdre.

Correspondant LO

Non à la mobilisation

Éric Trappier, le PDG de Dassault Aviation n'a pas traîné pour diffuser dans les usines du groupe la synthèse du discours de Macron prononcé à l'occasion du Salon de l'armement de Satory. Les marchands d'armes sont là pour y faire des affaires,

les politiques pour leur ouvrir les opportunités. Et tout ce beau monde d'appeler les travailleurs à relever les manches.

Les travailleurs, eux, n'ont que leur temps et leur santé à y perdre.

**Bulletin
Dassault-Argenteuil**

Imperiales Wheels – Châteauroux: **patron voyou et menteur**

La colère a monté d'un cran le jeudi 20 juin au piquet de grève installé depuis six jours devant la porte de l'usine Imperiales Wheels de Châteauroux, producteur de jantes en aluminium comptant 176 salariés.

La présidente du tribunal de commerce a demandé la liquidation immédiate, sans laisser un délai de huit jours de discussions avec l'État, espéré par des syndicalistes. Samedi 22 juin, Rachida Dati, venue soutenir le candidat macroniste sur le marché de Châteauroux, a promis d'intervenir en haut lieu. Ce candidat a déclaré

devant elle, la presse et les travailleurs qu'elle avait dit «*ce qu'ils voulaient entendre*».

Depuis une dizaine d'années, les redressements judiciaires se sont succédé chez Imperiales Wheels. Les travailleurs ont subi les licenciements, la disparition de certaines primes, le chômage partiel à répétition

depuis 2020. Par contre, au nom de la réindustrialisation et du Made in France, les repreneurs qui eux aussi se sont succédé ont encaissé environ 50 millions d'aides de l'État et de la région. Cela pour le plus grand bénéfice des donneurs d'ordres que sont Stellantis et Renault, les principaux clients de l'entreprise.

Si certains espèrent obtenir leur dû dans le cadre du plan social et économique (PSE), les travailleurs sont devant l'usine, discutent et restent mobilisés.

Correspondant LO

Stellantis – Rennes: à force de tirer sur la corde...

À l'usine automobile Stellantis de Rennes-La Janais, qui compte environ 2000 travailleurs, c'est le grand bazar. Un bazar dicté par les impératifs du profit.

Des jours de chômage partiel ont été programmés, largement financés par l'argent public, décidés au dernier moment, et 200 intérimaires ont été licenciés en février. Dans le même temps, ce sont des cadences infernales quand il faut travailler avec des demi-heures supplémentaires, là aussi imposées au dernier moment. La direction voulait aussi imposer de travailler le samedi, les 15 et 22 juin. Pourtant, elle a dû y renoncer, là encore, au dernier moment. Pour le premier samedi, elle a expliqué que ce serait parce

que des pièces étaient bloquées dans le canal de Suez, et pour l'autre parce qu'il manquerait des sièges, qui viennent du bâtiment d'à côté...

Ces explications farfelues cachent bien mal la réalité. En fait, ce sont surtout des bras qui auraient manqué ces samedis-là, les salariés étant de plus en plus nombreux à refuser de gâcher un samedi pour fabriquer des voitures, et l'idée de la grève progresse.

Personne ne veut travailler le samedi. Que la direction les annule tous!

Correspondant LO



La Poste : on vote pour des embauches !

Près de 65 000 postiers sont chargés de distribuer les 48 millions de plis électoraux. Avec les effectifs qui fondent d'année en année, ce travail supplémentaire se fait dans des conditions de plus en plus difficiles à supporter.



Après les européennes, les facteurs et les préparateurs pensaient être débarrassés de cette lourde tâche. C'était sans compter sur l'annonce de la dissolution faite par Macron. Partout,

le lundi matin, dans les centres, c'était la consternation à l'idée qu'il faudrait s'y remettre pour deux tours et tout le monde ne parlait que de cela.

La Poste, qui a touché

80 millions d'euros pour la distribution des plis de la campagne des européennes, s'était contentée, lors de celle-ci, d'annoncer aux facteurs le paiement des heures supplémentaires, comme si cela était un cadeau. À Paris, dans plusieurs centres, la perspective de devoir recommencer le tri et la distribution des plis électoraux pour les législatives, en plus du reste du courrier, sans personnel ni compensations supplémentaires, a provoqué le tollé.

À Paris Pyrénées, qui regroupe trois arrondissements (11^{ème}, 12^{ème}, 20^{ème}), le 13 juin, une soixantaine de postiers se sont rassemblés devant le centre pour affirmer que La Poste devait se débrouiller pour embaucher, car personne n'a envie de se casser le dos, prime ou pas, avec les applaudissements des usagers qui écoutaient de leur fenêtre.

À Paris Brune (5^{ème}, 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements), cinq jours plus tard, une assemblée a réuni 80 collègues, prenant par surprise la direction, contrainte d'écouter ceux qui prenaient la parole. Si beaucoup demandent une prime, d'autres ont rappelé leur ras-le-bol des heures supplémentaires, des journées à rallonge, où des collègues, lors de la distribution des plis électoraux de la campagne des européennes, commençaient leur journée à 6h pour la finir à 16h voire 18 heures !

Le même jour, à Paris 17, une quarantaine d'agents sont partis en délégation voir la direction aux cris de « Pas de bras, pas de plis », car celle-ci tentait de distribuer à chacun un courrier contre-signature pour les obliger à faire des heures supplémentaires...

Le lendemain, La Poste a annoncé partout que les

heures supplémentaires seraient payées double et qu'une petite prime de 25 à 40 euros brut serait versée à ceux qui accepteraient de venir sur leurs jours de repos. Mais cette annonce n'a pas suffi à calmer tout le monde, loin s'en faut : à Paris Bonvin, regroupant les 6^{ème}, 7^{ème} et 15^{ème} arrondissements, une cinquantaine de grévistes se sont retrouvés devant le centre, dès le lundi, pour exiger une prime de 500 euros.

Ces réactions salutaires ont eu lieu un peu partout, à Paris mais aussi en province. Elles démontrent qu'à force de supprimer des dizaines de milliers d'emplois et à vouloir faire faire à 65 000 facteurs le travail de 90 000, La Poste, tôt ou tard, finira par provoquer la colère de tous sur les emplois et les salaires.

Correspondant LO

SNCF – Orléans Les Aubrais : JO, on la joue collectif

Depuis l'annonce d'un accord sur les mesures liées aux Jeux Olympiques et Paralympiques entre la direction SNCF et certains syndicats, les cheminots des gares d'Orléans et des Aubrais ne décolèrent pas.

En effet, alors que ces gares se situent à une heure de Paris, que des trains supplémentaires sont prévus, que les voyageurs sont attendus en grand nombre et que les horaires des agents seront modifiés pour l'occasion, ces derniers sont exclus des contreparties financières annoncées par la direction. Le sentiment d'injustice que cela génère est profond et il n'y a pas un jour sans que les chefs en entendent parler. Certains d'entre eux partagent d'ailleurs ce sentiment, car ils ne sont pas tous logés à la même enseigne.

Début juin, une quinzaine d'agents des gares s'étaient réunis et avaient voté la mise en circulation d'une pétition pour demander du personnel supplémentaire et le versement d'une prime journalière. Depuis, cette pétition a été

largement signée, y compris par des conducteurs et des contrôleurs du site, pour qui le versement de cette prime est soumis à condition, ou même encore par des cheminots travaillant dans les bureaux. Des cheminots des gares de Tours, Saint-Pierre-des-Corps ou Vierzon l'ont eux aussi reprise à leur compte.

À Orléans, lundi 24 juin, quelques cheminots sont allés la remettre à la direction et en ont profité pour montrer leur détermination. Certains ne comptent pas en rester là et ont décidé de se mettre en grève vendredi 28 juin, pour manifester leur colère et répondre à ce qui, de l'avis de tous, reflète le mépris de la direction. Celle-ci est prévenue : « Pas de Jeux sans tous les cheminots. »

Correspondant LO

Gare SNCF – Marseille : grève des travailleurs du nettoyage



Une fois de plus, les travailleurs du nettoyage de la gare Saint-Charles à Marseille ont été obligés de faire grève pour obtenir d'être payés !

Salariés de Laser Propreté, certains expliquent qu'ils n'ont pas touché leur salaire en totalité depuis un an. L'un d'entre eux affirme qu'il n'a touché que 400 euros par mois au lieu des 1470 euros qui lui sont dus. L'entreprise est prestataire de service pour la gare SNCF, pour le métro et le Grand Port de Marseille. Si elle est payée par

ces organismes, elle est peu pressée de payer ceux qui font le travail. Déjà en août dernier, ils avaient dû se mettre en grève pour être payés.

Depuis le 19 juin, ces travailleurs se sont mis en grève à la gare Saint-Charles et dans le métro ; et cela se voit : dans la gare les déchets s'accumulent. Ils se sont adressés aux voyageurs qui

bien souvent soutiennent leur mouvement, vraiment très légitime, en dépit du désagrément de circuler au milieu des tas d'ordures.

L'intersyndicale, avec la CGT et Solidaires qui négocient avec la direction au nom des grévistes, a bon espoir qu'ils soient enfin payés, que les virements soient effectués à partir du mardi 25 juin. Il restera bien sûr à vérifier que tous soient payés et payés en totalité.

Correspondant LO

Hôpital psychiatrique – Clermont-Ferrand : malade de la rentabilité

Le centre psychiatrique Sainte-Marie à Clermont-Ferrand vient de fermer pour trois mois un service de 25 lits.

La décision, annoncée le 16 mai, alors que le mois précédent la direction prétendait qu'il n'y aurait pas de fermeture, a choqué, chacun comprenant qu'il n'y aura pas de limite à la dégradation des conditions de soins proposés.

Une lettre ouverte signée par plus de 90 salariés en trois jours et une pétition syndicale, signée par 300 salariés, ont poussé les syndicats à réunir le personnel en assemblée. Réunis à une centaine

devant l'entrée de l'hôpital, la première assemblée générale a permis de mesurer qu'au-delà de la dénonciation des méthodes brutales de la direction, le personnel était méfiant quant à la réouverture possible. Des soignants d'autres services ont raconté ce qu'ils avaient déjà vécu et se sentaient vengés par la réaction actuelle.

Une seconde assemblée s'est tenue la semaine suivante avec 80 salariés, venus soutenir la délégation

qui rencontrait le directeur. Personne n'a été convaincu par la seule réponse de la direction consistant à dire qu'il n'y a pas assez de personnel l'été et que, dans tous les hôpitaux, les services ferment l'été. La direction n'a que faire des arguments sur la nécessité du maintien de ce service pour les patients; elle se moque que le personnel se soit organisé pour les congés d'été afin d'assurer la continuité des soins. Son seul impératif est de réaliser des économies. D'autant plus que, depuis sept ans, 55 lits ont été fermés. Toute l'année, c'est un

vrai casse-tête pour trouver une place disponible.

L'offre de soins va donc diminuer cet été, sans assurance que le service rouvre en septembre. Concrètement, du secteur nord de Clermont-Ferrand à Riomet jusqu'à Saint Éloy-les-Mines, le tri se fera au mieux selon la disponibilité des places, entre les plus et les moins malades, au pire ceux-ci seront abandonnés à eux-mêmes.

Les soignants du service et quelques autres se sont réunis la veille de la fermeture en faisant appel à la presse, pour dénoncer et affirmer qu'ils y sont



Le personnel rassemblé à la veille de la fermeture.

toujours opposés, et pour vérifier que les affectations temporaires demandées et les congés sont respectés. Rendez-vous est pris en septembre car le problème est loin d'être réglé.

Correspondant LO

Blanchisserie des HCL – Saint-Priest : vive le contrôle ouvrier!

Les travailleurs de la blanchisserie centrale des Hospices civils de Lyon (HCL), à Saint-Priest dans la banlieue de Lyon, ont découvert un document de la direction.

Il indique qu'ils auraient dû percevoir, comme tous les agents des HCL, une prime de 900 euros brut au mois de novembre dernier.

Quand ils sont allés demander des comptes au directeur, pris de court, celui-ci s'est emmêlé les pinceaux. Il a tenté de se

justifier en disant que la blanchisserie avait un statut indépendant des HCL. Pour les 110 travailleurs concernés, il n'était pas question de s'asseoir sur ces 900 euros, alors que le coût de la vie augmente et que la direction leur a imposé des changements

d'horaires pour faire des économies d'électricité.

Le mépris affiché de la direction et son désarroi d'avoir été pris la main dans le sac ont fait monter la colère des ouvriers. Certains avaient en tête la grève victorieuse qu'ils ont menée il y a quelques années pour imposer l'embauche de contractuels. Les travailleurs se sont imposés au rendez-vous que

s'étaient fixé les représentants syndicaux et le directeur. Ils voulaient mettre la pression pour exiger le versement sans délai de cette prime et entendre eux-mêmes ce qui se dirait. Le directeur a senti la détermination et a finalement annoncé que la prime serait versée le mois suivant.

Si la prime a bien été versée sur la paye de juin, la direction a quand même voulu

rappeler qu'elle régnait en maître : elle ne l'a pas octroyée à trois salariés, sous prétexte qu'ils avaient eu des temps d'absence. En tout cas, si la direction n'a pas apprécié que les ouvriers mettent la main sur une partie de ses comptes, elle a dû verser cette prime face aux travailleurs mobilisés et déterminés. Un exemple de contrôle ouvrier qu'il va falloir réitérer.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal juin 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Nouvelle-Calédonie : à bas la répression coloniale !

Mercredi 19 juin, onze personnes, figures des mouvements indépendantistes, ont été interpellées par la police française en Nouvelle-Calédonie. Samedi, alors que neuf de ces militants étaient placés en détention, sept d'entre eux étaient transférés dans la foulée, manu militari, à 17 000 km de là, dans des prisons de France métropolitaine, l'État français montrant ainsi qu'il n'a rien oublié de ses vieilles méthodes coloniales.

Les personnes arrêtées sont impliquées dans la CCAT, la Cellule de coordination des actions de terrain, mise en place par les partis indépendantistes pour s'opposer au projet de loi gouvernemental visant à dégeler le corps électoral calédonien. L'État français les accuse de « complicité de tentative de meurtre, de vol en bande organisée avec arme, de destruction en bande organisée du bien d'autrui par un moyen dangereux pour les personnes et de participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime ». Pas moins !

La CCAT est seulement responsable d'avoir organisé plusieurs manifestations depuis fin 2023, rassemblant contre ce projet de loi des dizaines de milliers de Kanaks et d'Océaniens. Le 13 mai, quand la loi a été votée à l'Assemblée nationale, c'est aussi la CCAT qui a organisé des barrages. Mais, sur le

fond, c'est bien le gouvernement qui est responsable de l'explosion de colère qui depuis secoue l'archipel. Cette loi, aujourd'hui suspendue suite à la dissolution de l'Assemblée nationale, amènerait aux partis anti-indépendantistes des milliers de nouveaux électeurs, ce qui leur permettrait d'assurer leurs positions au sein des institutions de l'archipel, au détriment des partis kanaks et océaniens qui avaient progressé ces dernières années. Elle est le symbole d'une politique coloniale qui vise à rendre toujours minoritaires les Kanaks dans leur propre pays. Elle est révoltante.

Mais si la mobilisation a pris après le 13 mai une telle ampleur, tournant à l'insurrection et aux émeutes, au-delà de ce que la CCAT avait initié elle-même, c'est que la question du dégel du corps électoral n'a finalement été que le détonateur. Il a fait exploser une pro-

fonde et légitime colère accumulée au sein de la population kanak et océanienne par des décennies d'oppression coloniale, de discrimination, de racisme.

Depuis le 13 mai, malgré la répression et la présence de 3 500 policiers et gendarmes, malgré l'arrestation de 1 500 personnes – plus de 1 % de la population kanak et océanienne – malgré les appels au calme répétés y compris par les notables kanaks, la mobilisation s'est maintenue. Les barrages sont sans cesse remontés, les affrontements avec la gendarmerie n'ont pas cessé. En imposant ces exils forcés, le gouvernement vient de relancer la révolte et les écoles qui venaient à peine de rouvrir ont dû refermer. Cette fois, la légitime colère des Kanaks semble gagner les provinces du Nord et des Îles Loyauté, où les affrontements et les incendies se sont multipliés depuis samedi.

Qu'après le 13 mai la CCAT ait été ou pas débordée, peu importe au gouvernement français. En arrêtant ses leaders, il entend faire payer aux indépendantistes même modérés le prix de leur opposition à la France coloniale, le fait d'avoir contribué à créer une situation où l'État français s'est retrouvé lui-même débordé, de ne pas avoir été « responsables » vis-à-vis de lui. À la grande satisfaction des partis de la droite locale, proches de la bourgeoisie caldoche, l'État cherche des têtes à couper. Pour les Kanaks, ces éloignements forcés font écho aux déportations organisées dès 1853, après les premières révoltes contre la colonisation française. Ils sont la preuve en tout cas que la Nouvelle-Calédonie est toujours une colonie, et la France, un État colonial.

Serge Benham

La Mecque : la loi du fric, partout, toujours

Plus de 1 300 pèlerins, dont la moitié venus d'Égypte, sont morts durant le pèlerinage musulman à La Mecque, entre le 14 et le 19 juin.



Les pèlerins sur le pont Jamarat, à La Mecque.

La cause directe de cette catastrophe est la chaleur caniculaire, plus de cinquante degrés, qui s'est abattue sur les près de deux millions de pèlerins « légaux » et les centaines de milliers « d'illégaux », marchant en plein soleil des heures durant. Mais, comme sur le *Titanic* et pour les mêmes raisons, les pauvres sont morts et les riches ont survécu.

Pour ceux qui peuvent payer, l'État saoudien et les organisateurs de cette affaire extrêmement rentable qu'est ce pèlerinage prévoient des rafraîchissements, des bus et des haltes climatisés. Mais il faut avoir les bons papiers, avoir payé le visa spécial, les bons hôtels, les bus officiels, etc. Pour les autres, pour ceux qui n'ont pas les milliers de dollars nécessaires et qui arrivent en Arabie saoudite avec un simple visa touristique, il faut d'abord contourner les barrages de police puis marcher en plein cagnard, avec les conséquences que l'on sait.

Il y a, en Égypte et ailleurs, des agences de voyages pour vendre ce genre de pèlerinage sans garantie sanitaire ni protection légale, y compris à des personnes âgées ou malades. Devant le scandale, le gouvernement égyptien a fermé une série de ces agences peu scrupuleuses et le ministère saoudien a affirmé que ses services médicaux ont soigné des centaines de milliers de pèlerins. Ces explications tardives ne garantissent rien pour l'année prochaine, d'autant que le pouvoir saoudien compte bien augmenter indéfiniment le nombre des pèlerins et, partant, ses rentrées financières.

Ce n'est ni leur foi, ni le soleil, ni même le réchauffement climatique qui ont tué ces malheureux. C'est l'avidité des autorités saoudiennes et de tous les marchands du Temple, de la mosquée en l'occurrence, pour qui tout est bon pour s'enrichir.

Paul Galois

RHOA



Manifestants contre le transfert de détenus en métropole.

Lutte ouvrière à la rencontre des travailleurs



Dès le 1^{er} juillet et pendant tout l'été, les militants de Lutte ouvrière vont sillonner le pays pour aller à la rencontre des travailleurs et discuter avec eux.

Les grands partis n'ont

pas été avares de promesses, les travailleurs n'ont rien à en attendre. Il y a ceux qui ont déjà été au pouvoir, et à chaque fois ils ont attaqué les travailleurs. Il y a ceux qui espèrent y être, mais dans leur programme, ils s'en prennent eux aussi aux travailleurs en cherchant à

les diviser par un racisme agressif.

Quel avenir pour les travailleurs dans ce contexte ? Comment construire le parti révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin pour changer radicalement la société ? Venez en discuter avec nos camarades !

Yonne

Lundi 1^{er} juillet :
Auxerre
Mardi 2 juillet :
Auxerre
Mercredi 3 juillet :
Sens
Jeudi 4 juillet :
Sens
Vendredi 5 juillet :
Avallon
Samedi 6 juillet :
Montbard

Franche-Comté

Lundi 1^{er} juillet :
Belfort
Mardi 2 juillet :
Pays de Montbéliard
Mercredi 3 juillet :
Pays de Montbéliard
Jeudi 4 juillet :
Vesoul
Vendredi 5 juillet :
Pontarlier
Samedi 6 juillet :
Besançon